



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 13/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine**

262 rue du Pré à Varois  
54670 Custines

Référence : BV/NW/0697\_2024  
Code AIOT : 0006209303

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2024 dans l'établissement PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine implanté Rue des trappiers - 54380 Dieulouard. Cette partie «Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine
- Rue des trappiers - 54380 Dieulouard
- Code AIOT : 0006209303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de transit, tri et regroupement de déchets issus pour l'essentiel de la collecte sélective de déchets auprès des particuliers.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2024 - Prévention perte de granulés plastiques industriels (GPI)
- Rapport d'accident/incident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 12/04/2024, article R. 512-69	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)	Code de l'environnement du 12/04/2024, article L. 541-15-11	Sans objet
2	AM PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
3	AM PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2013, article 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté le respect des prescriptions visant l'analyse de PFAS, la mise en œuvre d'exercice incendie et que l'installation n'est pas concernée par la réglementation visant les granulés de plastiques industriels.

L'installation a subi les conséquences d'une rupture d'alimentation électrique consécutive à la chute le 23/11/2023 d'un poteau implanté à l'extérieur de son site à proximité de son portail d'accès, cet accident n'a pas fait l'objet d'une communication à l'inspection. Aussi, il est attendu que l'exploitant transmette un rapport quant à cet accident sous 1 mois.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/04/2024, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
<b>Constats :</b>  L'article D. 541-360 définit les Granulés de Plastiques Industriels (GPI) comme des matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm. L'activité de l'exploitant est de trier les écosacs des particuliers et de mettre en balle les matières qui s'y trouvent, dont en particulier des emballages en plastique (pots de yaourts, barquettes, bouteilles). Une activité marginale est dédiée au déconditionnement, à la vidange et à la mise en balle de rebus de fabrication de produits de l'industrie des boissons et de l'eau minérale. Ainsi, les matières plastiques qui entrent ou sortent ne répondent pas à la définition de GPI, en particulier leurs dimensions sont nettement supérieures à celle des GPI. Pour exemple, les plus petits fragments générés sont des bouchons dont le diamètre est supérieur à 3 cm. L'exploitant n'est pas concerné par cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : AM PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, analyse des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. [...]
<b>Constats :</b>  L'installation relève de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux) exploitée sous le régime de l'autorisation. A ce titre, l'exploitant est concerné par l'AM du 20/06/2023 visant la surveillance des PFAS dans les rejets aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : AM PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, analyse des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : Rubrique 2791 - délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté : 9 mois
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé que ces rejets ont fait l'objet du premier prélèvement le 13/03/2024. A ce jour, les résultats ne sont pas connus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/04/2024, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rapport d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter

<p>atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation a été victime d'une rupture d'alimentation électrique d'une durée de 3 jours, consécutive à la chute d'un poteau électrique implanté à l'extérieur du site, à proximité du portail d'accès, le 23/11/2023. La chute du poteau est liée à la manœuvre d'un poids lourd quittant l'installation. À noter que le poteau a chuté à l'intérieur du périmètre ICPE et qu'en endommageant les utilités du site, les pompes de relevage des effluents n'étaient plus fonctionnelles. Ainsi, il aurait dû notifier cet événement conformément au premier alinéa du R. 512-69.</p> <p>Cet événement a fait l'objet d'un recensement par le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles (BARPI) sous le numéro 61487 et a été classifié en accident. L'exploitant n'a pas communiqué de rapport d'accident quant à cet événement et ses impacts sur le fonctionnement de ces installations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>À l'avenir, en cas d'incident ou d'accident survenant dans le périmètre du site, il convient à l'exploitant conformément au R. 512-69 de le déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. Pour rappel, le fait de ne pas respecter cette déclaration relève notamment de l'article R. 514-4 du Code de l'Environnement et peut être sanctionné pénalement.</p> <p>Concernant l'événement du 23/11/2023, il est attendu de l'exploitant qu'il transmette à l'inspection un rapport d'accident conformément au deuxième alinéa de l'article R. 512-69, pour ce faire, il pourra utiliser le formalisme proposé par BARPI, mise à disposition sur son site internet : <a href="https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/">https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/</a></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 5 : Exercice incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, exercices incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les comptes rendus des exercices incendie réalisés en 2022, 2023 et 2024. Cinq exercices ont été réalisés, ils ont amené l'exploitant à mettre notamment en œuvre les procédures suivantes : évacuation incendie, intervention incendie, fermeture de vanne. La prescription est respectée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite